



SECTION  
DE LA  
MOSELLE



*Bulletin d'information de la section locale F.O.-DGFIP*

## CAPL du 29 juin 2021

Trois CAPL se sont réunies en présentiel mardi 29 juin. Cet évènement (car c'en est un!) nous a permis de réaffirmer notre opposition à la loi du 6 août 2019 dite de transformation de la fonction publique, et notamment à la suppression des CAPL mutations et listes d'aptitude. Voir notre déclaration liminaire.

### **Les deux CAPL du matin concernaient les contrôleurs:**

\* une demande de révision de l'évaluation professionnelle 2021 : ce recours a fait l'objet d'une acceptation partielle.

\* un recours contre une décision de refus de mobilisation d'un compte personnel de formation : ce recours a été rejeté par l'administration.

Ce recours a d'ailleurs fait l'objet de longues discussions. Il s'agissait pour la collègue concernée de débloquer des heures de formation afin de pouvoir exercer à titre accessoire une autre activité.

Le motif de ce rejet est simple : il s'agit d'une activité accessoire, et non principale! Or, dans les textes, rien n'oblige à avoir une activité principale. La direction locale s'est bien entendu rapprochée de la direction Générale. C'est donc une interprétation DGFIP qui a été faite du décret.

Le formulaire de demande est un formulaire fonction publique, et chaque agent peut cocher "activité principale" ou "activité secondaire", ce qui veut bien dire que les deux sont possibles...

Les agents de la DGFIP seraient-ils traités différemment des agents des autres ministères?

Ainsi donc, la DGFIP, tu l'aimes ou tu la quittes!!

Cette question épineuse a été soumise aux bureaux nationaux des organisations syndicales. A suivre donc...

### **La CAPL de l'après-midi concernait les inspecteurs :**

\* une demande de révision de l'évaluation professionnelle 2021 d'un inspecteur : le recours a été rejeté.

### **Quelques informations chiffrées données lors ces CAPL**

La campagne d'évaluation s'est déroulée du 1er/02 au 19/03/2021. Elle a été ouverte le 4/02 par des réunions de cadrage avec les chefs de services et de divisions.

La validation et le visa de l'autorité hiérarchique sont intervenus le 31/03.

Les évaluateurs ont été invités à notifier l'évaluation définitive le 7/04 au plus tard, et les recours ont été recevables jusqu'au 22/04. Le recours auprès de la CAP locale était possible 1 mois à compter de la notification de l'autorité hiérarchique.

	AGENTS	CONTROLEURS	INSPECTEURS
<b>Évalués</b>	307	468	179
<b>Non évalués</b>	62	54	23
<b>Refus d'entretiens</b>	12	4	6
<b>Recours hiérarchique/entretiens/décision/CAPL</b>	2 recours/2 entretiens/ 1 admission partielle et 1 totale	4 recours/1 admission partielle	1 recours/1 admission partielle/1 recours CAPL

Les agents non évalués, quel que soit le grade, sont des agents dont la date de départ à la retraite est connue ou dont l'absence (maladie ou autre) en 2020 était supérieure à 6 mois.

Rappel : le recours en CAP nationale n'est plus possible. Après la CAP locale, il faut saisir directement le Tribunal Administratif (voir liminaire).

**Autre information : les propositions des directions pour les tableaux d'avancement seront publiés courant juillet, dès le feu vert de la centrale.**